



L'Union européenne déploie une mission d'observation électorale en Haïti

Le renforcement de l'Etat de droit et l'appui à la démocratie constituent des axes majeurs de la coopération entre l'Union européenne et Haïti. Des élections libres, transparentes et inclusives, constituent une condition sine qua non de tout système démocratique. Les élections, qui prévoient le renouvellement démocratique des élus, sont également indispensables pour la stabilité politique du pays sans laquelle il ne peut y avoir de développement socio-économique durable.

Habituellement, les périodes électorales sont sensibles en Haïti. Tant le processus électoral que les résultats sont souvent contestés de façon violente, provoquant des crises post-électorales sévères. Le déploiement d'une mission d'observation électorale internationale et indépendante permet d'accroître la transparence et renforcer la crédibilité du scrutin.

Dans ce contexte, l'Union européenne, sur décision de la Haute Représentante, Federica Mogherini, a décidé de déployer une Mission d'Observation Electorale (MOE UE) en Haïti afin d'observer les élections législatives, présidentielles, municipales et locales dont le premier tour se déroule le 9 août. Mme Elena Valenciano, membre du Parlement européen, a été nommée Chef Observateur de la mission par la Haute Représentante Madame Mogherini.

Indépendante de toute institution de l'UE ou de ses États membres, la MOE de l'UE consiste en une



La Mission d'observation électorale de l'Union européenne dirigée par Mme Elena Valenciano (au centre), membre du Parlement européen

équipe cadre de 7 experts électoraux, de 11 équipes d'observateurs de longue durée, qui sont déployés dans les 10 départements du pays, un mois avant la tenue des élections. S'y ajoutent 11 équipes d'observateurs de courte durée, qui seront déployés lors du vote. Des observateurs du corps diplomatique européen accrédité en Haïti participeront également à l'observation électorale.

Dès son arrivée à la mi-juillet, l'équipe cadre conduite par la Chef Observateur Madame Valenciano a rencontré les principaux acteurs politiques du pays dont des membres du gouvernement Martelly-Paul, des dirigeants de partis politiques, des organisations de la société civile, les représentants des États membres de l'Union européenne et autres membres du corps diplomatique, les partenaires d'organisations internationales. Ces différents échanges ont permis de mieux comprendre le contexte politique

préélectoral, les enjeux sécuritaires et logistiques du pays ainsi que le cadre légal et administratif pour l'organisation des élections (procédures relatives à l'inscription des partis politiques et de leurs candidats, fonctionnement des bureaux électoraux, ...).

En vue de garantir la liberté de mouvement des observateurs ainsi que l'accès aux bureaux de vote, aux organismes impliqués dans le processus électoral et à toute information pertinente, deux Protocoles d'entente ont été conclus: le premier, le 14 juillet, entre l'UE et le

CEP (Conseil Electoral Provisoire), signé par la chargée d'affaires de l'Union européenne, Manuela Riccio, et le Président du CEP, Pierre Louis Opont; le second, le 15 juillet, entre l'UE et le gouvernement haïtien, signé par la chargée d'affaires de l'Union européenne, Manuela Riccio, et le Premier ministre Evans Paul aux cours de deux cérémonies.



Le Premier ministre haïtien Evans Paul et la Chargée d'affaires de l'Union européenne Manuela Riccio lors de la signature du protocole d'entente avec le gouvernement haïtien

Egalement dans cette édition:

- Une Semaine de l'Europe 2015 haute en couleur
- Appui budgétaire: un programme ambitieux de 112 millions d'euros d'appui aux réformes de l'Etat
- Un environnement urbain amélioré pour les habitants de Delmas grâce à une nouvelle approche à la reconstruction et au logement

Une Semaine de l'Europe 2015 haute en couleur

Chaque année au mois de mai, la « Semaine de l'Europe » offre l'occasion à la délégation de l'UE et aux Etats membres de l'UE de célébrer la journée de l'Europe et les liens d'amitié forts qui lient l'Union européenne et Haïti. Des activités pédagogiques, ludiques et festives sont ainsi organisées au bénéfice de



L'ambassadeur Javier Nino Pérez

la population haïtienne et des partenaires de l'Union européenne. Cette année, à l'agenda ont figuré la deuxième édition du concours de plaidoiries sur les droits de l'homme ainsi que le concert de l'amitié. Environ 1500 personnes ont assisté aux événements qui ont tous été amplement couverts par la presse écrite et audiovisuelle.

Une cérémonie officielle du 9 mai placée sous le signe de la convivialité

La célébration officielle du 9 mai s'est tenue à l'hôtel Montana. La partie protocolaire — avec discours de l'ambassadeur Javier Nino Pérez et du Premier ministre haïtien Evans Paul — a été suivie d'un cocktail-dinatoire et d'une animation live d'un groupe de musique. Quelques 400 personnes dont plusieurs membres du gouvernement et du corps diplomatique ont participé à l'événement. De nombreux partenaires de l'UE issus de la société civile haïtienne et internationale ont également répondu présent à cet événement résolument placé sous le signe de la convivialité.

S'agissant de sa dernière cérémonie comme ambassadeur en Haïti, l'ambassadeur Pérez s'est livré à un bilan des principales actions réalisées durant les trois dernières années en mettant un accent particulier sur le rôle politique accru de l'Union européenne.

Concours de plaidoiries sur les droits de l'homme

Pour la deuxième année consécutive, la délégation a organisé, en partenariat avec l'ambassade de France et le lycée Alexandre Dumas, le concours de plaidoiries sur les droits de l'homme. Cette activité vise à susciter chez les jeunes un intérêt et une réflexion autour des droits de l'homme en vue de stimuler leur conscience citoyenne. Le concours, qui offre aussi un moment de rencontre et d'échanges à des élèves issues de différentes écoles de la capitale, rappelle l'importance que l'UE attache à cette question centrale.

Une trentaine d'élèves de classes terminales, issus de 12 écoles de la capitale, ont pris part au concours qui s'est déroulé en deux étapes. Tout d'abord, un comité a sélectionné les dix meilleurs textes soumis par les écoles. Ensuite, les dix finalistes ont été invités à déclamer leur texte devant un jury, composé de l'ambassadeur Javier Nino Pérez, de l'ambassadeur de France, Elisabeth Beton-Delègue, de l'ambassadeur allemand, Klaus Peter Schick, et de la représentante de l'Ordonnateur national du FED, Ailo Klara Manigat. Un public attentionné et enthousiaste constitué de quelques 300 élèves, d'une vingtaine d'enseignants ainsi que de journalistes a également assisté aux plaidoiries. Au terme de performances sincères, réfléchies et parfois drôles, le jury a distingué trois lauréats. Le premier prix a été décerné à Chloé Barthe-Gattereau, le deuxième à Edouard Kely Presley Germain et, enfin, le troisième à Scheska Villier.

Concert de l'Amitié haïtiano-européenne

Le 8 mai, la délégation, avec l'appui de l'Institut Français en Haïti, a organisé le "Concert de l'Amitié" afin de célébrer, en musique, l'amitié entre l'Union

européenne et Haïti. L'idée était de réunir sur scène pour la première fois un artiste européen et un artiste haïtien pour un concert inédit mais aussi de faire découvrir au public haïtien un nouvel artiste européen. Le choix de la délégation s'est porté sur le chanteur belge Uman et le



Le chanteur belge Uman, à sa première visite en Haïti, est tombé sous le charme du pays et de son peuple et s'est promis d'y revenir pour y poursuivre des collaborations artistiques.

rappeur/chanteur haïtien BIC. Le pari a été totalement réussi. Avec leur répertoire mélangeant reggae, chanson française et hip hop, les deux artistes ont conquis et enflammé un public de plus de 800 personnes. A l'occasion de sa présence en Haïti, Uman a également animé des ateliers d'écriture de chansons et des rencontres-échanges avec des artistes haïtiens.

Appui budgétaire: un programme ambitieux de 112 millions d'euros d'appui aux réformes de l'Etat

Dans la coopération au développement, les bailleurs de fonds disposent de plusieurs moyens pour appuyer un Etat partenaire. A côté des projets de développement qui soutiennent des initiatives d'acteurs étatiques ou non dans un secteur déterminé (approche par "projets"), figure aussi l'appui budgétaire. Celui-ci consiste à injecter des fonds directement dans le budget de l'Etat. Ces ressources financières permettent à l'Etat de réaliser des investissements nécessaires à l'exercice de ses fonctions essentielles et de fournir des services de base à sa population.

En mars 2014, l'Union européenne et l'Etat haïtien ont démarré le programme d'appui budgétaire le plus



important jamais mis en œuvre en Haïti. Dénommé State building contract (Convention pour la construction de l'Etat), il est doté d'une enveloppe financière de 112 millions d'euros. L'objectif général du programme est de contribuer à la lutte contre la pauvreté, d'améliorer l'accès aux services de base tout en favorisant une croissance économique soutenable et la stabilité macro-économique. En particulier, le programme vise à soutenir les réformes ambitieuses engagées par l'Etat dans les domaines des finances publiques, de l'administration publique et de l'éducation.

Des objectifs précis, assortis d'indicateurs détaillés ont ainsi été définis d'un commun accord afin de mesurer, à travers un dialogue continu avec les autorités, les progrès qui sont accomplis. Le dialogue avec le gouvernement

ne porte d'ailleurs pas uniquement sur le progrès des indicateurs mais sur l'ensemble des réformes en cours dans la fonction publique, les finances publiques et l'éducation. Ce dialogue est aussi étendu au Parlement et à la société civile haïtienne dans une perspective de reddition des comptes et de transparence de l'action publique.

L'utilisation des fonds de l'appui budgétaire se fait conformément aux systèmes de gestion des finances publiques propres au pays partenaire, et la responsabilité de la gestion des ressources incombe entièrement au gouvernement. Dans ce contexte, il est essentiel de disposer de systèmes nationaux de bonne qualité pour collecter les informations, fournir des statistiques fiables, mesurer les progrès réalisés, garantir une gestion financière publique transparente à travers une reddition des comptes et un accès du public à l'information. Pour cette raison, le programme prévoit également un volet d'assistance technique de 12 millions d'euros pour renforcer les capacités de l'Etat à disposer de ces différents outils.

Une responsabilité partagée

L'appui budgétaire ne constitue pas un chèque en blanc. Il s'agit d'un partenariat où les responsabilités

et la redevabilité sont mutuelles. Concrètement, l'Union européenne décaisse l'argent, à échéances convenues et par tranches, en fonction du respect des indicateurs établis, c'est-à-dire les réformes concrètes auxquelles l'Etat s'est engagé. Parmi les indicateurs, citons par exemple l'augmentation des dépenses pour les cantines scolaires, l'augmentation du nombre d'enfants bénéficiant d'une scolarisation gratuite, de nouveaux recrutements dans la fonction publique effectués sur base de concours, l'introduction d'un système d'évaluation de la performance des fonctionnaires ou encore la démonstration des progrès réalisés dans la lutte contre la corruption à travers le nombre d'enquêtes finalisées et l'application rigoureuse des règles et des contrôles renforcés.

Dans plusieurs pays où il a été mis en œuvre, l'appui budgétaire a permis d'obtenir des résultats probants en permettant non seulement à l'Etat de renforcer les services de base à la population mais aussi d'assainir ses finances publiques et d'instaurer une plus grande transparence de la vie publique.

Un environnement urbain amélioré pour les habitants de Delmas grâce à une nouvelle approche à la reconstruction et au logement

Les résidents de différents quartiers de la commune de Delmas sont aujourd'hui en mesure de bénéficier des retombées bénéfiques d'une approche originale en matière de réhabilitation et de reconstruction post séisme dans la commune de Delmas.

Connu sous l'appellation d'Approche Quartier Intégré, ou INA (Integrated Neighbourhood Approach), cette initiative lancée en 2013 et achevée depuis peu permet aujourd'hui aux habitants des quartiers de Delmas 7 jusqu'à Delmas 13 de jouir d'un habitat plus sécuritaire, en y associant la fourniture de services de base liés à l'eau, à l'assainissement et aux infrastructures urbaines.

Le programme a été mis en œuvre par la Croix-Rouge française en partenariat avec la Croix-Rouge haïtienne et les organisations Entrepreneurs du Monde et Action Contre la Faim ainsi qu'avec le soutien du MTPTC (Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications). Sur un budget total de quelques 4,7 millions d'euros, l'Union européenne en a apporté plus de 70% (soit près de

3,4 millions d'euros). Le programme s'inscrit dans un programme européen plus vaste, le PARAQ (Programme d'aménagement de quartiers), qui comprend 10 projets en tout, pour une valeur globale de 76 millions d'euros (dont 56 millions d'euros alloués par l'UE).

Le programme PARAQ - une approche innovante de l'aménagement de quartier qui intègre toutes les dimensions

Le programme PARAQ déploie une approche intégrée dite de "quartier-logement". En plus de réparer, de construire et de sécuriser des logements, il s'agit de fournir un cadre de vie amélioré aux habitants en leur donnant accès à l'eau, à l'électricité, aux installations sanitaires, mais aussi à des nouvelles infrastructures urbaines telles que des routes et des espaces publics.

Ainsi à Delmas, les habitants de la commune ont pu regagner leurs quartiers d'origine, très affectés par le

suite... page 4



Avant



Après

Un environnement urbain amélioré...

suite... page 3

tremblement de terre. A présent ils y vivent dans de meilleures conditions de sécurité et un environnement plus agréable. L'ensemble des quartiers de la commune de Delmas, Delmas 7 à Delmas 13 ont été ciblés par les différentes actions, conçues pour répondre aux besoins de la population en matière d'aménagement urbain, de logement, d'activités économiques et communautaires.

Concrètement, le niveau de sécurité, l'accessibilité et la salubrité des quartiers ciblés se sont améliorés de manière sensible. Ainsi, plus de 4 kilomètres de voirie et réseaux divers ont été réhabilités et/ou créés incluant routes, trottoirs, caniveaux et fossés. Un travail d'aménagement et de végétalisation des berges de la ravine a été effectué, le réseau public d'eau a été réhabilité et des lampadaires solaires ont été installés pour l'éclairage public de la zone.



Par ailleurs, 27 immeubles/maisons parasismiques et para-cycloniques ont été réhabilités ou reconstruits, permettant de reloger 131 personnes du quartier. Pour ce faire, des sessions de formation pratique de 4 mois de « chantier école » ont été organisées pour

près de 100 ouvriers qualifiés et 13 propriétaires, qui ont ainsi reçu un enseignement de base à la construction parasismique et para-cyclonique ainsi que sur les principaux concepts de maçonnerie chaînée. Tous ces travaux ont permis de créer des revenus supplémentaires ponctuels pour plus de 1100 résidents de la zone, recrutés pour les réaliser.

Activités économiques et mobilisation de la communauté pour réduire les risques face aux catastrophes naturelles

La relance économique a été au centre de la mobilisation grâce à l'appui aux petites et moyennes entreprises de Delmas qui ont pu accéder au microcrédit et à des formations. Les jeunes du quartier n'ont pas été oubliés, bénéficiant d'un accompagnement à l'insertion professionnelle et des formations professionnelles. Près de 130 personnes ont bénéficié directement de ces activités.

Pour ce qui concerne les activités communautaires, elles ont visé la réduction des risques de catastrophe, la promotion de la santé communautaire, la prévention de la violence mais aussi la gestion des déchets. Ainsi, des formations pour préparer la population aux risques de catastrophes naturelles, prévenir les risques sanitaires et les actes de violence ont été organisées. Des groupes communautaires ont été formés et accompagnés pour mettre en œuvre ces activités de sensibilisation, en étroite coordination avec les autorités locales, ce qui leur a permis de contribuer à l'amélioration globale des conditions de vie dans les quartiers.

En outre, en lien avec les brigadiers du Comité Communal de la Protection Civile et les volontaires de la Croix Rouge haïtienne de Delmas, un système d'alerte précoce a été mis en place par l'équipe d'intervention communautaire. Il a inclus des campagnes de sensibilisation porte à porte et des exercices de simulation et d'évacuation d'urgence dans les écoles.

Pour assurer la pérennité du projet, une attention particulière a été portée au renforcement des capacités

et à l'accompagnement des associations et des comités de quartier, des autorités locales ainsi que des acteurs institutionnels du système national de gestion des risques et de désastres. Un document de planification urbaine résume la méthodologie et les interventions mises en œuvre par la Croix Rouge française et ses partenaires, les initiatives réalisées par les riverains suite aux travaux et leur vision de leurs quartiers pour les années à venir. En outre, plus de 40 facilitateurs communautaires se sont engagés en tant que points focaux de santé pour offrir des services dans le domaine de la santé et de la protection des quartiers en liens avec les structures environnantes, c'est-à-dire les hôpitaux, les centres de santé et comités communaux de protection civile.

Le citoyen comme acteur du développement de son quartier

Un autre aspect central et transversal a été au cœur du projet: la participation citoyenne. Tout au long du projet, les premiers concernés, c'est-à-dire les habitants, ont été régulièrement consultés afin que leurs besoins et idées soient correctement reflétés dans les actions mises en œuvre.

Un groupe formé de membres de la communauté, d'autorités locales et de partenaires techniques a ainsi été créé et s'est impliqué à chaque étape d'avancement du projet. En outre, avec le soutien du service juridique et financier de la Mairie de Delmas, une série d'ateliers participatifs a été organisée afin d'amener les propriétaires à s'investir dans la construction de leur logement. Un accent particulier a été mis sur la régularisation de la propriété foncière et l'obtention de permis de construire, qui demeurent des préalables à toute construction.

Les résultats probants engrangés avec le PARAQ ne vont pas en rester là. La reconstruction et le développement urbain figurent encore parmi les secteurs prioritaires de l'Union européenne pour la période de 2014 à 2020. Une enveloppe de 70 millions d'euros leur est dédiée.

Délégation de l'Union européenne en République d'Haïti

19, rue Borno, Pétion-ville
Tél: (509) 2949 4949 / 2941-4949
www.delhti.ec.europa.eu